

# ACTION

N° 33 • MERCREDI 13 NOVEMBRE 1968 • PRIX : 0,50 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5°, Tél. 633-76-61 et 633-26-61



# CAL : nos 6 points

On se croirait revenu aux plus beaux temps de la campagne sur l'Octobre Rouge que la grande presse a menée durant les vacances. Ce ne sont plus maintenant « les groupes trotskystes et maoïstes » qui sont visés, mais les C.A.L. Les moyens sont moins importants, car on craint tout de même le ridicule, mais la peur et la haine beaucoup plus violentes parce que, contrairement à l'« Octobre Rouge », le mécontentement et l'agitation dans les lycées ne sont pas des mythes inventés pour les besoins de la propagande et de l'intoxication.

Les C.A.L., c'est le diable, les C.A.L. c'est Mao, ce qu'il y a de pire au monde. Quant au mouvement lycéen, c'est tantôt un chahut de potaches, tantôt un complot contre l'Etat. De quoi vous laissez perplexes pour peu que vous ne soyez pas gaulliste.

Oui : depuis la rentrée, l'agitation n'a pas cessé dans les lycées. Paresse ? L'explication ne serait pas très sérieuse. Sordide complot politique ? On voit mal les lycéens prendre l'Elysée ni même être le mini-détenteur qui etc. Non : l'agitation continue parce que le lycée-caserne est toujours une réalité quotidienne, même si les heures de colle, les devoirs supplémentaires et autres pratiques abêtissantes et avilissantes sont de plus en plus souvent refusés. Parce que la liberté d'opinion et d'action politiques, de réunion, de discussion, d'affichage est toujours et plus que jamais réprimée. Parce que l'enseignement est toujours vide de sens, coupé de la vie, qu'il embrouille toujours à plaisir les problèmes pour masquer la réalité. Parce que dès l'école maternelle, les classements et les bons points développent l'arrivisme et la recherche des « honneurs ». Parce que, seul le club photo, quand il existe, peut obtenir une salle après cinquante démarches, et qu'il n'est pas question de se servir de locaux pour en faire des pôles de rayonnement, de rencontre, de discussion et d'animation pour les quartiers. Parce qu'un élève du lycée X ne peut se rendre au lycée Y sans être un étranger quand ce n'est un agitateur criminel. Parce qu'enfin, et la liste est loin d'être exhaustive, un interne auquel on fait par ailleurs ingurgiter la logique aristotélicienne ne peut sortir prendre un café sans en référer à tout l'appareil hiérarchique de l'établissement.

De tout cela, nous n'avons jamais tenu et ne tiendrons jamais pour responsables les professeurs ou les administrateurs, victimes tout comme nous, que l'on essaie de nous jeter en pâture. Mais contrairement à certains d'entre eux, nous disons nettement que l'agitation ne naît pas de l'absence des textes des « Réformes », mais de leur caractère formel pour les lycéens et de l'opposition violente que nous manifestons pour les options prises. Comme en mai, nous luttons pour un changement radical de la société et de l'université qui en est l'image. Cela ne veut pas dire que nous refusons tout changement avant la Révolution, cela veut dire concrètement que, si nous savons qu'un changement ne se fait pas en un jour, nous exigeons que les bases en soient tracées. Cela veut dire que, nous ne voulons pas concrètement des bases de la participation. Répression dont nous avons été les premiers à faire l'expérience avec les conseils d'administration. Nous ne les laisserons pas s'élaborer.

M. Edgar Faure devrait comprendre que nous n'avons pas lutté pour que le ministre de l'Education Nationale soit un Tartuffe d'envergure et non plus un âne. Il devrait comprendre que le vent et la poudre aux yeux peuvent faire illusion pendant les vacances, mais ne résistent pas à la pratique. Il devrait comprendre que nier l'existence des sanctions et des exclusions politiques avant, pendant et après à Marseille, à Decourt, à Mallarmé ou à Balzac n'a aucun sens.

On nous demande d'être « constructifs ». Nous le sommes : depuis un mois, partout où nous le pouvons, nous exposons et nous discutons de nos revendications, immédiatement réalisables comme de nos options à long terme. Il est vrai aussi que tout le monde n'en fait pas autant, et que le ministère refuse obstinément depuis plus d'un mois de nous recevoir.

C'est pour répondre aux campagnes de calomnies et de déformations menées contre notre lutte par la grande presse, pour expliquer et développer les six points mis en avant pour l'immédiat, pour expliquer ce pour quoi nous nous battons, aux professeurs, aux parents d'élèves, au personnel et à la population, qu'est organisée la journée nationale d'action multiforme des C.A.L.

Nos six points :

- Levée de toute sanction de caractère politique.
- Assurance que les élèves ne seront pas inquiétés pour leur opinion ou leur action politique.
- Droit d'inviter des personnes extérieures dans les lycées.
- Suppression des sanctions positives ou négatives (tableau d'honneur ou blâme).
- Suppression des sanctions disciplinaires.
- Liberté de circulation pour les élèves internes et mise au point d'un statut particulier pour les élèves en classe préparatoire.

## Nous aussi, nous avons nos invités

En vertu des lois de la participation, notre ministre a eu la grande bonté de daigner tenir compte d'une des revendications fondamentales que les lycéens formulent sous le vocable d'« ouverture du lycée sur l'extérieur ». Il nous autorise à faire pénétrer dans le lycée un certain nombre d'individus avisés qui seraient à même de faire découvrir à ces jeunes assoiffés de savoir quels sont les processus de fonctionnement les plus intimes de notre société. De quoi donc nous plaidrions-nous ? Pourquoi clamer « lycée-caserne ! » alors que notre généreux ministre lui-même se propose diligemment de mettre à notre disposition des journalistes, des directeurs d'entreprises, d'éminentes personnalités politiques, des fonctionnaires, ou des membres du Conseil d'Orientation scolaire ? — Pourquoi ?

Oui, M. le Ministre, qu'ils viennent, vos Lazareff, Beuve-Méry ou Springer, nous conjurer à tous les temps et à tous les modes le verbe « intoxiquer », que ce soit à la « sauce piquante » de « Minute », à la « sauce populeuse » de « France-Soir », ou à la « sauce libérale » du « Monde » ; seulement permettez-nous d'inviter aussi le Comité de Rédaction d'« Action » ou de « Barricades ».

Oui, M. le Ministre, qu'il vienne votre M. Bercot, nous apprenez comment fonctionne sa police interne qui lui sert à repérer pour les licenciés tous les militants politiques. Il nous montrera toutes les ficelles de l'exploitation ; seulement, permet-

## ECOLE FAMILLE PATRIE

tez-nous d'inviter un membre du Comité d'Action Citroën qui nous exposera le point de vue des exploités !

Oui, M. le Ministre, qu'il vienne votre M. Capitant, nous montrer comment on se fait une place dans la vie politique revue et corrigée par lui : il nous dira comment on peut être à la fois gaulliste et « de gauche », comment toujours pour suivre la voie la majorité, quelle que soit cette majorité ; seulement, permettez-nous d'inviter aussi D. Cohn-Bendit ou A. Krivine.

Oui, M. le Ministre, qu'ils viennent vos fonctionnaires : il est vrai que nous connaissons déjà trop bien ceux du ministère de l'Intérieur qui viennent parfois nous rendre visite devant — et même dans — nos lycées, munis de leurs principaux arguments politiques, le casque et la matraque ; seulement, permettez-nous d'inviter aussi un membre du Bureau de Presse du F.N.L. — qui vient d'arriver à Paris — qui nous expliquera sans doute mieux que vos flics comment on se sert d'un fusil !

Oui, M. le Ministre, qu'ils viennent vos membres du Centre d'Orientation Scolaire, nous expliquer comment se pratiquent la sélection et l'orientation arbitraires ; seulement, permettez-nous d'inviter un élève du lycée technique des Gobelins qui nous expliquera comment on s'y est pris pour l'orienter dans cette voie !

L'ouverture des lycées suppose que chacun puisse y venir exposer les problèmes spécifiques qu'il rencontre : ouvrez les lycées le samedi après-midi, faites-y venir les membres des Comités d'Action d'entreprise, les délégués de presse du F.N.L., les déserteurs américains, les représentants en France du Black Power, des travailleurs algériens, des étudiants espagnols qui ont fui le régime franquiste ; faites ouvrir votre lycée à tous ceux qui peuvent vous apporter de nouveaux éléments sur la vie politique, et en particulier aux lycéens provenant des autres lycées.

## LES ÉCOLES COMME LES USINES

Même avec des bâtiments neufs, les lycées ressemblent encore à des casernes. Ce qui est nouveau, c'est que les lycéens débattent comme des ouvriers d'usine quand ils veulent faire aboutir une revendication. En ce sens, la bataille gagnée par les élèves du lycée Honoré de Balzac, ces derniers jours, est exemplaire. Balzac est un lycée mixte situé Porte de Clichy. A 500 mètres, se trouve le lycée Gilles Tautin (Stéphane Mallarmé). Les deux boîtes sont dans la zone de Nanterre. Ceux qui en sortiront munis de leur bac iront à La Folie grossir le troupeau des enrégimés avec lesquels, du reste, ils sont déjà en liaison. Alors, d'avance, on les soigne. Dès le mois d'octobre, huit élèves ont été vidés de Balzac, huit militants du C.A.L. qui s'étaient fait remarquer en mai-juin. Le licen-

assez de monde, une nouvelle A.G. rassemble le lendemain 1500 élèves. La grève est votée à 80 %. Le lycée est occupé toute la journée. Des commissions travaillent, sur diverses questions politiques. Dans la soirée, une inspectrice envoyée par le minist-

**Edgar Faure :  
rayer  
cette mention  
inutile**

rière arrive et désavoue la position de la directrice, relevant pratiquement celle-ci de ses fonctions.

Lundi : la commission quadripartite tire des conclusions. Deux élèves de préparatoire sont réintégrés. Un élève en terminale A. Un en 1re A. Deux se voient offrir une mutation en G1 et G2. Un est accepté comme redoublant à Carnot qui est un lycée de garçons. Cette destination a été exigée par l'administration, car l'élève en question avait fait preuve d'un comportement parfaitement sain dans un lycée mixte, au mois de mai. Enfin, le huitième est expédié dans un C.E.T.

Le lendemain, la continuation de la grève est votée, mais pas suivie. L'action cesse. La victoire a des limites et le C.A.L. de Balzac en a parfaitement conscience. La lutte continue et, tout de même, dans une position de force, Le C.A.L. dispose de huit salles de réunion où fonctionne, entre autres, un atelier de sérigraphie.

**Monsieur  
le pape  
les CRS  
prennent  
la pilule !**

Deux leçons à tirer : l'action directe (débrayage immédiat) paie. L'administration a des faiblesses qu'il faut découvrir ; une directrice peut faire la mauvaise tête, mais, au-dessus d'elle, le ministère cède parce que le pouvoir veut éteindre tous les foyers d'incendie dans les lycées. C'est comme ça : le gaullisme a peur de perdre ses écoles. Profitons-en.

**Parents,  
vos enfants  
contestent.  
L'armée française  
peut assurer  
votre relève.**

ciement s'est fait selon une méthode sournoise. Les huit élèves, bien que certains aient obtenu des prix, ont dû passer un examen parce qu'ils n'avaient pas tout à fait 10 de moyenne. Contrairement à l'habitude, les copies d'examen sont signées à nom découvert pour être signalées à la bienveillance des correcteurs. Comme par hasard, parmi les exclus, il y a quatre élèves devant entrer en terminale. La manœuvre est claire. On veut liquider le C.A.L. de Balzac en frappant non point les principaux militants des luttes de mai — qui ont eu leur bac — mais ceux qui, en terminale, vont continuer l'action.

Un exclu n'a rien à perdre. Les huit vidés ont eu une réaction simple. Ils ont sorti un tract et, un lundi matin, à l'interclasse de 8 heures, ils sont passés dans les classes pour expliquer la situation et appeler au débrayage.

Ce jour-là, aucun cours n'a pu avoir lieu dans les classes de 2<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup>, terminale et préparatoire.

Une commission quadripartite a été constituée pour régler le litige : profs, parents, administration, élèves.

Le mardi, assemblée générale. La commission quadripartite n'a pas donné de résultats. La grève est votée. Mais comme l'A.G. n'avait pas réuni

CHERS PARENTS D'ÉLÈVES  
LA JEUNESSE VEUT CONTESTER  
LA SOCIÉTÉ



HOU HOU HOU HOU HOU

MES AMIS ! MES AMIS !  
JE SUIS D'ACCORD AVEC VOUS : INSTRUCTION CIVIQUE,  
INFORMATION POLITIQUE, D'ACCORD,  
CONTESTATION, JAMAIS !



BRAVO ! BRAVO ! BRAVO ! BRAVO !

MAIS SOYONS HABILES. AU LIEU DE LUTTER CONTRE NOS  
PROPRES ENFANTS PRENONS LES PAR LA DOUCEUR.  
FAISONS LEUR COMPROMISE QU'ILS DOIVENT S'UNIR AVEC  
NOUS HOMMES DE BONNE VOLONTÉ POUR TROUVER DES  
SOLUTIONS AUX VRAIS PROBLÈMES DE NOTRE MONDE  
DECHIRÉ, QUI SONT LE RACISME, L'INTOLÉRANCE  
LA FAIM, LA MALADIE, LES GÉNOCIDES, LA GUERRE,  
L'OPPRESSION ET J'EN PASSE...



...ET VOUS VERRÉZ QUE LA JEUNESSE OUBLIERA  
CETTE STÉRILE CONTESTATION DE NOTRE SOCIÉTÉ  
QUI NE LES MÈNE À RIEN DE POSITIF.



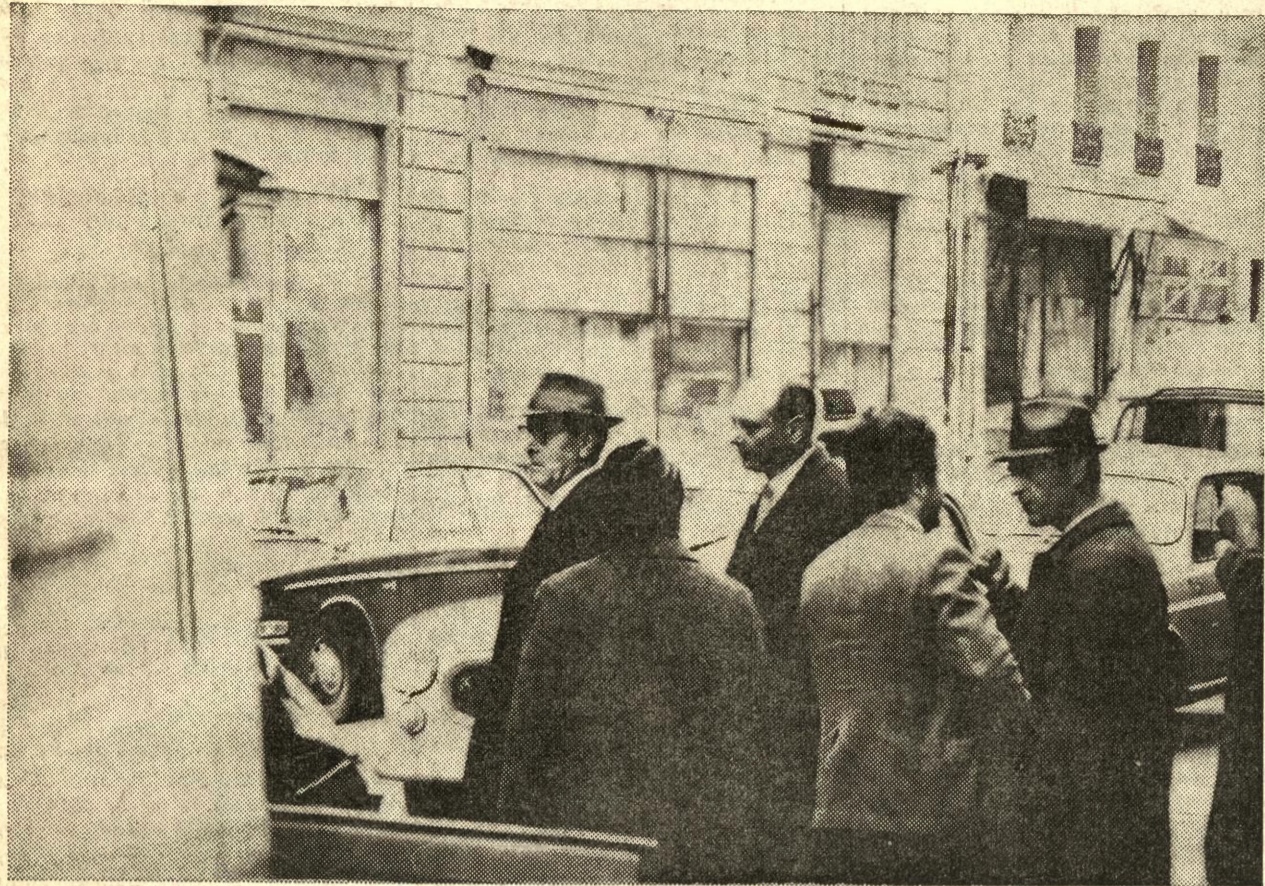
TRES BIEN  
OUI TRES BIEN

Worinski

Grandes Imprimeries « Paris Centre »  
142, rue Montmartre  
Paris (2<sup>e</sup>)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués  
Le directeur de la publication :  
Jean-Pierre VIGIER

# TURGOT : LA FETE DU CENTENAIRE



On est prêt de fêter un centenaire au lycée Turgot : des locaux au rez-de-chaussée sont refusés aux lycéens par le gouvernement depuis 1870. A cela s'ajoute la réforme fantôme d'Edgar et la répression administrative dans les lycées. A Turgot le censeur a parlé d'une « liste noire » de lycéens devant l'A.P.E. Des flics sont en permanence devant le lycée...



Le vendredi 9 novembre, le C.A.L. Turgot décide de fêter le centenaire et de porter la contestation dans la rue. A 14 heures, 400 lycéens refusent d'entrer dans le lycée et bloquent la circulation. Trois cars de flics arrivent. Les lycéens restent assis sur la chaussée, scandant « des prof's, pas de flics ». On ne pouvait matraquer des gens assis par terre. Il fallut les transporter sur le trottoir...



Spontanément des groupes de discussion se formèrent autour de chacun des flics. Une heure de discussion avait ses conséquences. Il valait mieux repousser les lycéens à l'intérieur du lycée, dans leur ghetto. La grève fut votée immédiatement après. Position de l'U.N.C.A.L. (groupuscule du parti communiste) : « Le mouvement de grève lancé sans préavis et sans objectif apparaît comme une provocation, de même l'occupation des locaux ne pourra que servir de prétexte à la fermeture du lycée. »

## Voulez-vous participer avec Moâ ?

Septembre, Edgar Faure : « Il faut ouvrir les lycées sur le monde extérieur et faire des lycéens des adultes conscients de la vie moderne. » Novembre, le même : « Je fermerai les lycées si l'ordre est continuellement troublé et si l'agitation continue. » En septembre, le gouvernement cherchait à faire rentrer le mouvement de mai dans les rangs. Il jetait la participation en pâture. En s'adressant aux lycéens « raisonnables », il voulait isoler ceux qui contestaient le caractère bourgeois de l'université.

La participation ? Sept délégués lycéens dans les Conseils d'Administration des lycées (7 sur 49 personnes, dont 9 personnalités extérieures nommées). Ce C.A. devra faire des propositions qui ne peuvent être acceptées et appliquées qu'avec l'assentiment du ministère. Qui croira que cette farce répond aux revendications des militants de mai ?

VOLTAIRE :

### LES ELECTIONS DENATUREES

Dès la rentrée, le C.A.L. de Voltaire a organisé des prises de parole dans la cour et dans les cours. Sa position était claire : la participation, c'est du vent. Il fallait le démontrer à la masse des lycéens. Le C.A.L. décida de « participer » aux élections du C.A. afin d'en montrer le vrai visage.

Le C.A.L. s'est battu sur son programme : liberté d'action politique (affichage, diffusion de tous les journaux et des tracts à l'intérieur du lycée, droit de réunion), ouverture du lycée vers l'extérieur, droit de projection, contrôle de toutes les activités culturelles. Les élections prenaient un caractère politique. Elles ne se firent pas à « la tête du client », chaque candidat a été contraint de formuler un programme et de prendre position sur la lutte de mai et le combat à venir. Résultat : 60 % des délégués C.A.L. au Conseil des élèves.

Ces délégués siègeront au C.A., mais en posant en préalable la levée du chantage d'Edgar Faure sur la fermeture des lycées et l'acceptation des six points des C.A.L.

Les textes ministériels sont toujours en retard, le C.A. ne s'est toujours pas réuni. Nous savons qu'il ne se réunira que tous les trois mois : élections ou pas, cette institution parallèle et à venir n'imposera pas sa loi à une administration permanente qui continue légalement et imperturbablement à faire appliquer un règlement de style Napoléon III. Mettre à jour les contradictions et l'inexistence de ce C.A., c'était l'occasion d'une agitation politique, c'était empêcher les électoralistes d'isoler le C.A.L. et de récupérer en l'intégrant la volonté de lutte des lycéens.

BALZAC :

### PARTICIPATION - REPRESSION

Lundi 28 octobre, le C.A.L. décide de réintégrer les élèves exclus pour des raisons politiques après les événements de mai-juin dans le lycée Honoré de Balzac. Une heure après la rentrée, ces camarades étaient convoqués par l'administration qui leur disait en substance : « Votre présence dans l'établissement est illégale ; 500 F ont été volés dernièrement ; vous serez les premiers inculpés. »

La riposte des lycéens fut immédiate. Sur un mot d'ordre du C.A.L., tous les élèves du second cycle arrêtaient les cours. La grève était votée par 99 % des 1 200 élèves présents. Devant cette volonté de lutte, l'administration céda et acceptait une commission quadripartite chargée de statuer sur la réintégration des renvoyés : refus total.

La colère monte alors. La preuve était faite que seule l'action directe paie vraiment, la grève générale des cours est décidée. Un meeting a regroupé des militants des C.A.L. venus de divers lycées pour marquer leur solidarité. Devant la détermination des lycéens et la solidarité effective des autres lycées (grèves, meetings, etc.), une inspectrice de l'académie vint pour statuer sur le cas des élèves exclus : six furent réintégrés dans le lycée même, les deux autres dans différents établissements.

Face aux tentatives d'intimidation qui ont eu lieu dans de nombreux lycées de province et de Paris, il est nécessaire d'engager une action coordonnée de l'ensemble du milieu lycéen. Mobilisation générale mercredi 13 novembre : journée nationale des C.A.L.

**Edgar rénove les Lycées, du sol au plafond, comme une terreur blanche**

## Les faits les plus marquants

LYON. — Arrestation de militants à l'intérieur d'un lycée.

**Le préfet de la Gironde est malade, il a un cal au cul**

CHAUMONT. — Poursuites judiciaires contre un élève, pour avoir distribué un tract contre l'administration à l'intérieur du lycée.

**Maternelle : apprendre à être puni  
Secondaire : s'habituer à être puni  
Supérieur : apprendre à punir**

MARSEILLE. — Meeting empêché et matraquage des militants C.A.L.

**Pas de colles, des C.A.L.**

LE HAVRE. — Une militante du technique menacée, puis réintégrée grâce à l'action de l'ensemble des lycéens (manifestation).

**Même les vers de terre refusent de commenter la pensée du Président Edgar Faure**

NICE. — Plusieurs dizaines de militants exclus de l'enseignement technique pour fait de grève.

**Honoré de Balzac, Stéphane Mallarmé, Voltaire, c'est la Santé. Le régime politique pour les lycéens !**

MARSEILLE. — Un militant menacé d'exclusion, puis réintégré grâce à l'action de l'ensemble des lycéens (grève)

PARIS :

Balzac. — Huit militants exclus, une première grève fera qu'on en réintègrera deux, les autres seront envoyés dans d'autres lycées.

Mallarmé. — Un militant toujours exclu.

Montreuil. — Huit jours d'exclusion pour un membre C.A.L.

Nous ne citons ici, que les faits les plus marquants. Les militants doivent savoir que la répression ne s'arrête pas à des responsables qui veulent être des exemples. Des militants C.A.L. sont sans cesse en butte aux mesquineries administratives et aux provocations policières.

## C.E.T. OU D.S.T.

Lettre de l'Administration du C.E.T. de La Courneuve aux parents d'élèves :

Monsieur, Madame,

A la suite des événements qui se sont déroulés dernièrement et devant l'attitude et les revendications des élèves concernant le fonctionnement et l'organisation du collège, nous avons jugé plus normal de nous adresser aux parents auxquels incombe l'entière responsabilité de leur enfant pour savoir s'ils donneront leur accord ou non sur des points bien précis du règlement intérieur dont vous avez pris connaissance et signé au début de l'année scolaire.

Nous vous demandons de répondre aux questions ci-dessous en ne laissant subsister qu'une réponse, « oui » ou « non » :

1° Création de comité d'élèves ayant pour but :

a) de juger leurs camarades ;  
b) de juger l'enseignement et leurs professeurs.

2° Acceptez-vous que votre enfant soit élu délégué de classe.

3° Permettez-vous à votre enfant de fréquenter les cafés aux abords de l'établissement.

4° Autorisez-vous votre enfant à fumer à l'intérieur du collège.

5° Acceptez-vous que votre enfant se présente dans une tenue négligée, ou avec les cheveux longs. Nous vous rappelons que dans notre établissement les vêtements flottants et les cheveux longs sont des risques très graves.

6° Etes-vous pour la suppression de la retenue du samedi qui sanctionnait le travail non ou mal fait, la négligence et l'indiscipline de l'enfant.

7° Acceptez-vous que votre enfant participe à des manifestations et à des mouvements divers.

Nous demandons aux parents qui nous répondront d'avoir l'obligeance d'indiquer leurs noms et adresses.

L'Administration a recours au chantage pour tenter d'empêcher l'agitation dans l'Enseignement technique. Mais durant les luttes de mai, des militants se sont formés : ils ne sont pas décidés à céder à ces mesures d'intimidation. Ils n'acceptent pas non plus les promesses de la réforme Faure. Les élèves s'organisent en Comité d'Action de l'Enseignement Technique (C.A.E.T.) : outre les thèmes proposés par les C.A.L., ils entament la lutte sur les points suivants :

— Loi d'orientation professionnelle, reconnaissance des brevets de technicien dans les conventions collectives ;

— L'ingérence patronale : refus de la participation patronale dans les conseils d'administration des établissements techniques ;

— Chômage et déqualification ;

— Conditionnement : aménagement de programmes qui à l'heure actuelle n'ont pour but que l'abrutissement et la fabrication de produits monnayables dont les élèves ne profitent pas ;

— Mettre à profit les réductions d'horaires d'atelier afin de diffuser un enseignement général et théorique plus conséquent, permettant une meilleure qualification.









# Le Centre Universitaire Expérimental de Vincennes : un gadget pour révolutionnaire

**Action et l'A.G. Vincennes ont levé le lièvre. Désormais les étudiants n'auront pas à s'inscrire sans savoir à quoi, pourquoi, où. Articles dans Le Monde, dans l'Observateur, un petit coin du voile est soulevé. Que celui qui veut en savoir plus lise la jolie description ci-dessous d'un plan de mise sous cellophane du mouvement : Vincennes, ou univers pasteurisé de la contestation en chambre.**

C'est avant tout une opération politique : il s'agit de récupérer le mouvement étudiant, quitte à en acheter une partie à coup de gadgets et à en berner l'autre à coup d'enseignants P.C.F. La phrase révolutionnaire facilitera la digestion bourgeoise. Edgar Faure espère

Mai aurait-il construit une nouvelle sensibilité qui, après tant d'années d'activité stérile et stérile de la pensée bourgeoise, permettrait à la classe dominante d'effectuer une analyse pertinente de son avenir ? La politique bourgeoise reste au pouvoir, certes, mais les étudiants en sont l'éducateur.

La bourgeoisie laisse choir les intellectuels bourgeois qui composaient sur le registre de la pensée académique. Elle se tourne vers les nouvelles forces de production en vue de se renouveler : Participez, please ! Nous refuserons le coup déjà joué aux ouvriers par l'institution du syndicat et la politique sectorialisée.

Les « Libéraux », ceux qui ne cessent d'avaloir les productions de leur propre savoir, se voient abandonnés. Apparemment les valeurs culturelles si difficilement par eux construites s'écrouleraient ! Alors, ils attaquent. Il suffit de lire *Libertés universitaires* (notons le pluriel), revue bimensuelle d'information, n° 1, 10 octobre 1968. Dans un article sur « La situation dans les facultés des lettres » nous pouvons lire : « A l'heure actuelle le contexte politique est extrêmement défavorable en raison de la politique du ministre et de ses conseillers (...) qui semblent systématiquement favoriser les ennemis du régime. »

A propos de Vincennes, notre présente préoccupation, citons le paragraphe en entier : « Cette "université populaire" est ouverte en permanence jusqu'à minuit. Vendredi soir une réunion non annoncée a rassemblé des assistants et des maîtres-assistants pour la quasi-totalité S.G.E.N. et S.N.E.Sup. Les cinq premières nominations connues en histoire sont celles de cinq gauchistes orthodoxes, notamment celle de Bruhat, adjoint de Las Vergnas, et de Willard de Nanterre. » On comprendra mieux l'étonnement non caché des futurs professeurs de Vincennes quand, dans l'amphi Riche-lieu, le 6 dernier, quelques étudiants leur ont demandé ce qu'ils espèrent faire à Vincennes, compte tenu de mai. On s'aperçoit qu'ils n'en tenaient pas compte. « Rouges » pour les attardés de l'extrême-droite roses pour le ministre, la plupart des enseignants se firent neutres et blancs devant les étudiants.

A Antony c'est pire : « L'influence prédominante sera exercée par deux "responsables" du S.N.E.Sup., membres du bureau et appartenant à la tendance "ultra-gauchiste", Culioli et Bresson. Ils ne cachèrent pas leur intention de faire de cet établissement une nouvelle base rouge, qui aura pour eux l'avantage de toucher les étudiants de sciences jusqu'à relativement peu contaminés. » Et *Libertés universitaires* de conclure pour Paris : « Avec Nanterre, Vincennes et Antony, c'est donc une véritable ceinture de "bases rouges" qui entourera Paris. »

Quand nos analyses nous mènent à dire que le rapport de forces s'il n'est pas entièrement en notre faveur est au bas mot en équilibre instable, nous sommes en deçà de la vérité ! Nos libéraux donnent une analyse politique qui laisse pantoufle, leur version européenne de la stratégie de Mao : l'encerclement des villes par la campagne donne l'encerclement des villes par les Universités rouges, ce qui montre, s'il en était besoin, la sénilité de leur pensée et de leurs analyses. A les en croire il nous suffirait de nous installer dans les fauteuils de nos bases, d'élaborer nos stratégies de renversement du pouvoir politique et économique actuel. Passons sans tarder à l'action.

Mais qu'est-ce que ces nouvelles créations ? La privation de l'information à ce propos est effective. Tout commence bien pour être rouge en rêve...

## VINCENNES, L'UNIVERS DE LA REVOLUTION SOUS CELLOPHANE

Château de Vincennes, terminus. Je descends. La faculté est loin du métro, m'a-t-on dit. Tiens un autobus en direction de la fac.

Commencement d'une vie universitaire nouvelle. Pour elle j'ai combattu, voilà mon dû ! Près du bois quelques bâtisses. Un centre d'accueil (je ne serai pas perdu ! est-il politique ?), de quoi me fournir en cigarettes, en journaux et je peux téléphoner et envoyer des lettres, je ne suis pas coupé du monde. Une allée, un bosquet sur ma gauche sur une pelouse. Le calme. Six bâtiments bas destinés à l'enseignement. On me dit que ce centre possède 50 salles de 25 m<sup>2</sup> environ pour le travail en petit groupe, une cinquantaine de salles de 40 m<sup>2</sup> environ pour les rapports inter-groupe ou travail en groupe élargi, une douzaine de salles de 60 à 90 m<sup>2</sup>, quatre amphithéâtres de 170 à 200 personnes et un (un seul) de 500 personnes d'où impossibilité d'une A.G. de la totalité des 7 000 étudiants prévus.

Rassemblant mes connaissances acquises en dehors de mon ancienne fa-

culté, je vois tracé sur le terrain les acquis de la pédagogie institutionnelle, j'y vois l'application matérielle des principes de l'autogestion. Ma certitude va grandissant. Il y a une crèche (600 m<sup>2</sup> avec personnel et jardin) comme le souhaitait le ELLE d'après les événements; un restaurant de 1 400 places (2 unités de 700) prévu de façon à accueillir aux repas des gens extérieurs à la faculté; une cafétéria bien insonorisée et mobilier ultra-confortable; des salles de rencontre enseignés-enseignants (petites, 40 m<sup>2</sup>, donc calmes, propices...); une salle dite de compréhension où l'on passe du matin au soir des films en langue étrangère, sièges confortables; un atelier accueille les étudiants en vue de créations diverses auxquelles ils ne sont pas accoutumés, on y fait de la sérigraphie, afin que le monopole créateur des artistes soit entamé; des salles d'activité politique et syndicale sont réservées

La théorie ne s'arrête pas là. Il était de coutume en bonne société bureaucratique que la surface réservée à l'administration soit grande et majestueuse, c'est la seule tour (le Signal) de Nanterre, elle fut, d'ailleurs occupée. Ici 5 % seulement de la surface de plancher, ce qui est presque quatre à cinq fois moins que de coutume. Il était, au début, question d'une inscription continue qui supprimerait les heures de pointe d'inscription et combattrait le numéros closus; un contrôle permanent des connaissances (qui n'est pas la « notation permanente ») dont les modalités d'application étaient laissées à chaque unité et permettait, quand l'enseignant contribuait à tels ou tels travaux, un échange de connaissances largement suffisant pour qu'on n'ait plus à surcontrôler les étudiants. C'est sans doute abandonné ! Pas assez embarcadant.

Un solide service ronéo armé d'offset permet de faire face à la né-

plus grand que nécessaire pour la fac, permet d'inviter tous les ouvriers intéressés par le front commun de lutte; permet de se mettre rapidement au travail car le temps presse; l'accueil à l'entrée, armé d'hôtesse, permet d'orienter l'étranger, la fac ne serait plus cet endroit secret avec sa sémiologie propre et aussi hermétique que son savoir; la crèche permet à l'ouvrière ou à la ménagère d'y déposer son fardeau et de prendre un peu de repos politique, le jardin de la crèche détendra les enfants. Les laboratoires de langue accéléreront l'appréhension d'autres langues. L'oublie le service informatique, une bibliothèque centrale et puis j'omets les pelouses et les arbres et puis, aussi, comme une ironie de l'histoire, une cour pavée de 3 000 m<sup>2</sup> (et sur le chantier actuellement n'y a-t-il pas une vraie barricade, comme celles de Vallès...). Et, enfin, la masse-média fondamentale de notre civilisation : la TV, une TV inté-

Economie politique; 6. Langues. Les cinq pôles verticaux seraient recouverts par trois niveaux horizontaux : initiation à l'information (avec machine) et aux mathématiques pures et appliquées; initiation à la pédagogie; initiation institutionnelle (droit, sciences économiques et politiques, administrations). Serait adjoint aux pôles verticaux un département art et une unité d'enseignement et de recherche d'urbanisme. Le tout axé sur l'étude du monde contemporain, 1850 date limite. Peut-être pense-t-on qu'en offrant en contemplation les luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle on aura rempli une sorte de contrat politique avec les enrégimés qui ainsi, repus de sciences subversives feront de remarquables cadres de la stabilité capitaliste. Ou bien opérera une dilution de la contestation ? Ce ne sont là que prévisions et nous nous doutons que de grands coups de bélier seront donnés afin d'éliminer des ouvertures non traditionnelles.

Nous n'avons pas à ce niveau à nous substituer aux choisisseurs; nous ne limitons pas notre action à savoir s'il faut ceci plutôt que cela; nous n'avons pas à tenir compte des gifles que se distribuent gratuitement et publiquement les docteurs es-Lettres et faits professeurs en Sorbonne; il nous importe bien de savoir si les professeurs auront des blouses grises et si les locaux sentiront l'encre d'écolier; mais il nous revient de savoir comment sont interprétés les exigences du mouvement; mais il est de notre mission de savoir à quelle sauce on va nous manger.

Voici ce que serait, pour un étudiant et un enseignant qui feraient 2 centimètres par mètre (échelle des plans de construction) Vincennes. Déjà bien des éléments sont en place. Déjà aussi bien des éléments sont combattus.

Nous sommes encore dans une société de classe où les prédominances hiérarchiques, sont préférées à l'avancement de la connaissance scientifique. Il ne s'agit pas de rêver, ni d'aller trop vite en analyse. Vincennes a bel et bien été promu par le gouvernement gaulliste et la puissance faurienne, les techniciens de ce dit gouvernement ayant montré à plusieurs reprises leur incapacité imaginative celui-ci a confié l'imagination de tels projets à des gens en rapport avec le mouvement; ces gens ont accepté de jouer le jeu. Imaginons qu'ils avaient conscience de la souplesse du pouvoir bourgeois et de ses processus d'intégration.

Le rapport de force était en notre faveur au moment où les projets furent confiés aux « responsables ». Maintenant il s'agit pour le pouvoir gaulliste de s'approprier ces travaux de gauche qui couvaient depuis quelques années et de les transformer en appareils d'intégration et en répression douce. Cette opération doit s'effectuer au début de l'occupation normale de la fac (nomination de professeurs, recrutement des étudiants).

Les « responsables » vont se trouver sur la touche, comme par hasard ! Et le résultat d'une partie des revendications de mai-juin vont être transformées en gadget pour étudiant en mal d'action politique. Les gouvernements nous croient-ils assez sots pour jouer à la barricade dans la cour de l'école en attendant qu'on nous mette des notes de conduite ?

L'imagination gadgétique de la société de consommation va se faire passer pour le pouvoir de l'imagination. Si ceux qui sont au gouvernement calculent, nous, nous pensons. Ce rêve — rêve qui ne deviendra concret que si la réaction et le libéralisme ne tentent pas de faire aller leur batterie contre le projet en vue d'éliminer certains acquis du mouvement, pour eux subversifs; la nouvelle pédagogie (qui n'est pourtant pas faite que de feu, bien s'en faut) leur fait peur — ce rêve, donc, qu'on nous donne à vivre à Vincennes, s'il a vu le jour c'est, comme de bien entendu, parce que ces messieurs ont mis trente briques, mais c'est aussi et surtout le résultat (qu'un fragment) du mouvement.

Fort de cette analyse le pouvoir attend s'en doute que nous défendions « notre enfant ». Certes pas. Nous l'occuperons comme nous l'avons suscité, nous nous y installerons selon les règles qui sont les nôtres. Cet ilot ne nous fera pas oublier le combat et en tant qu'acquis du combat nous le transformerons en arme de combat.

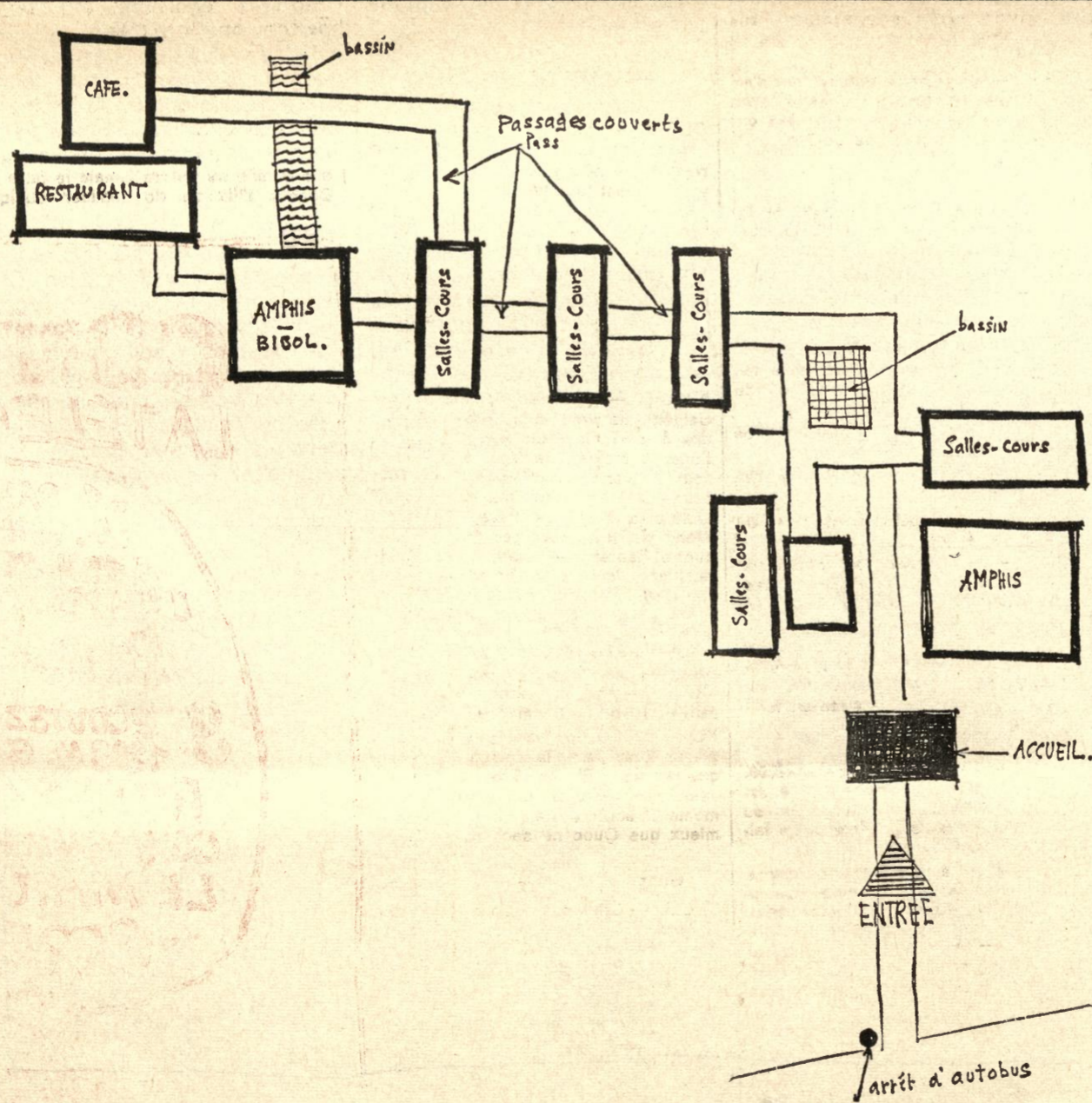
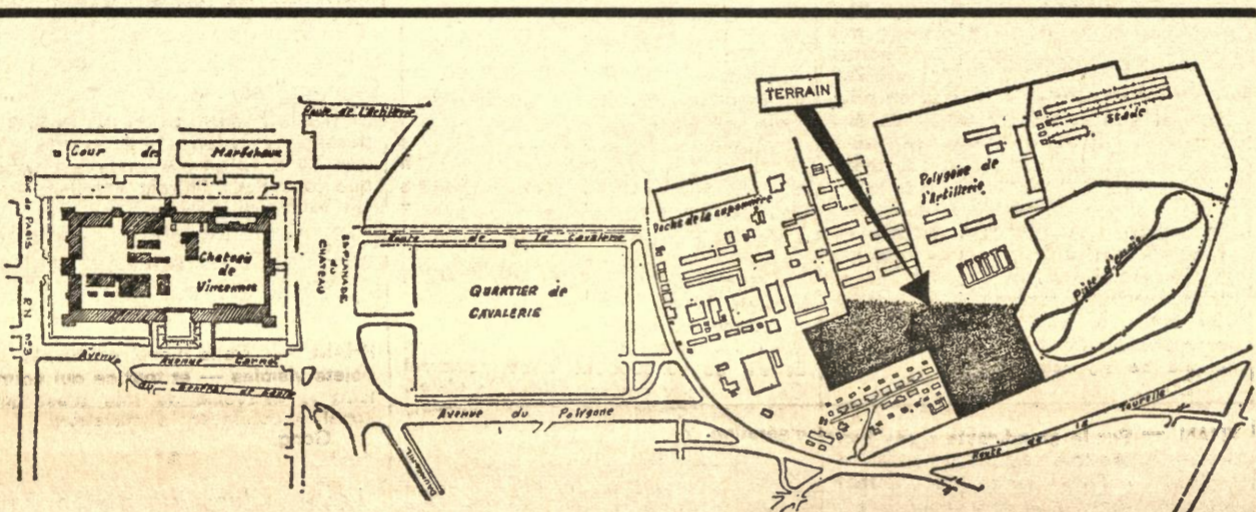
Le pouvoir est arrivé en ce qui concerne ce projet à un point de non-retour. Il peut bien réduire tous les objets qui amuseraient plus James Bond qu'un militant, il ne changera pas la situation que nous avons créée; les professeurs libéraux et les

étudiants modérés auront beau crier au Rubicon et écrire leur critique à la sanguine, hurler z-aux libérés, un pas est fait.

Nous nous doutons bien que toutes les forces conservatrices vont rappliquer dès que la nécessité du modernisme sera estompée. Elles se manifesteront au sein de l'université (elles y sont déjà engagées) et feront leur possible pour rompre le lien établi avec les lieux de production, ainsi ouvrir l'enclos universitaire est primordial.

Le pouvoir tente une intégration de la contestation politique en réduisant la distance institutionnelle, c'est-à-dire qu'en augmentant l'implication institutionnelle de l'enseignant il veut que celui-ci se confonde avec l'institution et qu'on le confonde avec elle. Ainsi il ne compte pas sur la disparition de la conscience politique qui fut acquise pendant la lutte mais il compte bien utiliser à son profit cette expérience pour renouveler les cadres de ses valets.

Il n'est nul besoin de très long discours sur la nécessité immédiate d'une organisation politique dans le cadre du centre expérimental de Vincennes, ainsi que dans ceux d'Antony et de Dauphine.



En première exclusivité, voici les plans top secrets de Vincennes-la-Folie dus à un génie anonyme.

aux étudiants. L'enseignant n'est plus traité comme l'individu exceptionnel à qui il faut des locaux spéciaux, il n'existe que par les étudiants et il ne peut être qu'avec eux, quelques lieux fort restreints leur permettront de se rencontrer entre deux travaux, mais il ne s'y trouve pas le sempiternel bureau lui conférant une situation institutionnelle de privilège. On y vit des rapports sociaux transformés; on y constate la mort et l'enterrement, des anciens rapports pédagogiques.

cessité de circulation de l'information, complété d'un atelier de création par les procédés d'impression nouveaux et souples, 4 petits amphithéâtres équipés de 2 projecteurs 16 mm et 2 35 mm, d'un appareillage de traduction simultanée pour permettre les rencontres internationales, celui de 500 places d'un 35 mm sonore, celle salle et une de 170 places se transforment en lieu de théâtre. Ouvert le soir après les heures de fermeture des usines, son restaurant

rieure avec des techniciens à la disposition des unités, convertible en circuit ouvert (réseau national); un relais sur la TV scolaire. Je dois en oublier encore. En ce qui concerne l'organisation des études, il est prévu dans le cadre de la pluri ou de l'interdisciplinaire six pôles verticaux : 1. Lettres françaises et lettres étrangères; 2. Histoire contemporaine; 3. Philosophie; 4. Histoire des idées, linguistique, psychologie, sociologie; 5. Géographie humaine; 6.



grr et zzz.

